

Crise grecque, les suites du référendum. Que peut-il se passer maintenant

Référendum en Grèce, journées décisives, menaces, conséquences et suites possibles - que peut-il se passer maintenant ? Un point complet, en dix-sept questions.

1. Pourquoi ce conflit entre Grèce et Institutions ?

Le nouveau gouvernement grec veut changer la stratégie économique imposée depuis 2010 à Athènes par les Institutions suite à leur prise en charge de la dette publique grecque, qui s'est avérée désastreuse pour la Grèce et a encore empiré sa situation. De janvier à juin 2015 les négociations ont continué sans parvenir à une conclusion.

2. Qu'est-ce qui empêche l'accord ?

Les Institutions refusent de reconnaître l'erreur de la stratégie actuelle et de la faire évoluer, comme de discuter d'une restructuration de la dette grecque trop lourde pour que le pays puisse la supporter, malgré leurs engagements antérieurs et malgré le fait que la dette était déjà trop lourde en 2010 ce que le FMI avait déjà compris à l'époque.

3. Alexis Tsipras a-t-il eu raison de convoquer un référendum sur les exigences des Institutions ?

Un référendum est indiqué lorsqu'un gouvernement doit faire préciser le mandat qui lui a été confié. Les Grecs ont missionné le gouvernement Tsipras pour qu'il fasse évoluer la stratégie économique tout en conservant l'euro. Ces deux objectifs s'avèrent contradictoires, d'où le recours au référendum.

4. Que révèle la réaction des Institutions notamment l'Union européenne à la décision de convoquer un référendum ?

Les référendums sont toujours problématiques pour l'UE, celui de 2005 en France et aux Pays-Bas sur la constitution ayant été annulé en 2008 au parlement, le référendum proposé en 2011 en Grèce ayant été empêché par pression européenne. Il s'agit d'une confirmation : l'UE est toujours rétive aux votes populaires.

5. La Grèce sortira-t-elle de l'eurozone si les Grecs répondent Non ?

Aucune procédure ne le permet étant donné que la Grèce ne le veut pas. Cependant, la BCE peut forcer l'expulsion en retirant son soutien aux banques grecques, créant une panique bancaire et obligeant le gouvernement grec à se retirer de l'euro pour éviter l'effondrement de son système bancaire.

6. Beaucoup accusent le gouvernement grec d'irresponsabilité et d'être à l'origine de la panique bancaire en Grèce. Qui est irresponsable dans cette affaire ?

Le FMI et avant tout la BCE se font le bras armé des Institutions en déstabilisant les banques grecques et en déclenchant le début d'un effondrement de l'économie de ce pays, de façon à influencer le vote des Grecs. La BCE abandonne complètement son mandat d'assurer la stabilité financière des pays membres de l'euro pour se lancer dans une opération de chantage et prend un risque petit mais réel de déclencher une crise financière internationale. L'irresponsabilité de ce côté est tout simplement atterrante.

7. Faut-il s'attendre à ce que les Grecs répondent Oui ou Non ?

Les Grecs doivent faire un choix difficile sous stress intense. Leur réponse est imprévisible à ce stade, entre réaction de peur et réaction de colère, et les sondages sont divergents.

8. Si c'est Oui, que se passera-t-il ?

Forcer le gouvernement grec à démissionner est un objectif avoué des Institutions, qu'elles ne devraient pas avoir de peine à atteindre. Cependant, le problème de fonds de la dette n'aura pas été résolu, ni la crise économique grecque, et de nouvelles disputes sont prévisibles à terme

9. Si c'est Non, que se passera-t-il ?

Ce sont les Institutions et les chefs des principaux Etats européens, l'Allemagne en premier lieu, qui choisiront de forcer ou non l'expulsion de la Grèce. Leur décision est imprévisible, malgré leurs menaces, car l'expulsion présente des risques spécifiques et les pertes sur la dette grecque seraient maximales.

10. Un effondrement économique de la Grèce est-il possible ?

Il a commencé dans la semaine du 29 juin, du fait de la fermeture des banques et du contrôle des capitaux. En cas d'expulsion il continuera et la Grèce traversera de graves difficultés avant d'avoir une chance de rebondir.

11. Les créanciers sont-ils tous alignés sans divergence ?

Les divergences se font jour au fur et à mesure de l'aggravation de la crise. Les Etats européens sont peu ou prou alignés sur la position allemande malgré des doutes français non suivis d'action. Le FMI en revanche milite ouvertement pour la restructuration de la dette grecque.

12. Comment les pays hors de l'Union européenne tentent-ils de peser sur la crise ?

La Russie fait la cour à la Grèce et espère une rupture, qui lui permettrait d'obtenir de la Grèce dès 2016 la fin des sanctions économiques européennes contre Moscou pour lesquelles l'unanimité est nécessaire. Les Etats-Unis font pression pour un accord, afin de maintenir les sanctions contre la Russie et pour éviter tout risque pour l'économie mondiale.

13. Si la Grèce fait défaut sur tout ou partie de sa dette publique, qui paiera et combien ?

Le risque maximal théorique pour les Européens serait d'environ 420 milliards, dont 20% pour la France. De manière réaliste, des pertes à hauteur de la moitié sont probables, soit 40 à 50 milliards pour la France.

14. Si la Grèce est forcée à sortir de l'euro, aura-t-elle les moyens de se relever ?

Après une période initiale chaotique, elle bénéficiera d'une monnaie plus compétitive, d'un

commerce extérieur qui s'est beaucoup rapproché de l'équilibre ainsi que des fonds sauvegardés par les Grecs dans d'autres banques de l'UE soit environ 100 milliards.

15. Est-il possible que la Grèce soit expulsée de l'Union européenne ?

Non, il n'y a ni procédure ni moyen de l'y forcer, et beaucoup de pays le refuseraient.

16. Au fait quels sont les véritables objectifs des uns et des autres ?

Les Institutions craignent qu'une remise en cause de la stratégie d'austérité dans le cas de la Grèce ne débouche sur une remise en cause par d'autres pays. Le gouvernement grec veut officiellement maintenir le pays dans l'euro, mais l'hypothèse qu'il cherche à attirer les créanciers les plus rigoureux dans un piège pour pouvoir sortir de l'euro en leur laissant toutes les pertes ne peut être écartée.

17. On parle d'un risque de « contagion ». Cette crise peut-elle déboucher sur une crise financière européenne voire mondiale ?

Malgré la fragilité du système financier mondial, la crise grecque n'est probablement pas suffisamment grande pour déborder les défenses utilisées par les banques centrales du monde entier depuis 2008, c'est-à-dire la planche à billets. Le risque n'est cependant pas inexistant, car les canaux possibles de contagion sont nombreux.

Les dix-sept réponses ci-dessus sont un résumé. Pour approfondir le sujet les réponses complètes sont disponibles sur le site Le Noeud Gordien à cette adresse : <http://www.noed-gordien.fr/index.php?post/2015/06/30/Crise-grecque%2C-que-peut-il-se-passer-maintenant>